



Les "invasions" de Roms indésirables à Rezé Le maire Gilles Retière tape du poing

"Je ne tolère aucune invasion sur le territoire de ma commune". Exaspéré, le maire de Rezé Gilles Retière en appelle au Conseil général et à l'État pour régler, "avant Noël", le "problème Roms" sur sa commune. Las des occupations illicites, des expulsions et des solutions temporaires qu'il compare à du "bricolage", il souhaite que les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités et ne laissent plus les maires seuls face à ce problème. Il a d'ailleurs tenu à rappeler les nombreuses actions déjà entreprises sur sa commune envers les familles sédentarisées des gens du voyage : location de parcelles, reloge-



Le maire de Rezé a souhaité faire passer son message à grands renforts de médias

ment temporaire en habitat pavillonnaire, opération d'habitat adapté... Selon lui, Rezé accueille déjà la moitié des familles sédentarisées de l'agglomération nantaise. Les arrivées successives de Roms depuis quelques semaines font que sa commune sature. Gilles Retière affirme ne pas être opposé à l'hébergement définitif à condition que l'ensemble des communes du département soit concerné. Reste à savoir qui va payer et dans quelles proportions. Le débat est loin d'être clos surtout qu'à l'heure actuelle, les Roms ont beau être Européens, la loi française les considère toujours comme des étrangers.